



BREF

ILE-DE-FRANCE

Bulletin trimestriel d'informations sur le marché du travail

Au deuxième trimestre 2008, l'évolution de l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel est restée positive en Ile-de-France (+0,1% CVS, selon les données provisoires du GARP / Unedic, +0,3% selon l'URSSAF), alors qu'on observait un recul en France métropolitaine (-0,2% CVS selon l'Unedic, -0,1% selon l'URSSAF).

Les effectifs ont continué de croître dans la construction, mais à un rythme moins élevé qu'en 2007. Dans le tertiaire, on a observé une quasi stagnation de l'emploi. L'essoufflement de la croissance de l'emploi est notamment dû à un recul très net de l'intérim, conjugué à un accroissement des destructions d'emploi dans l'industrie.

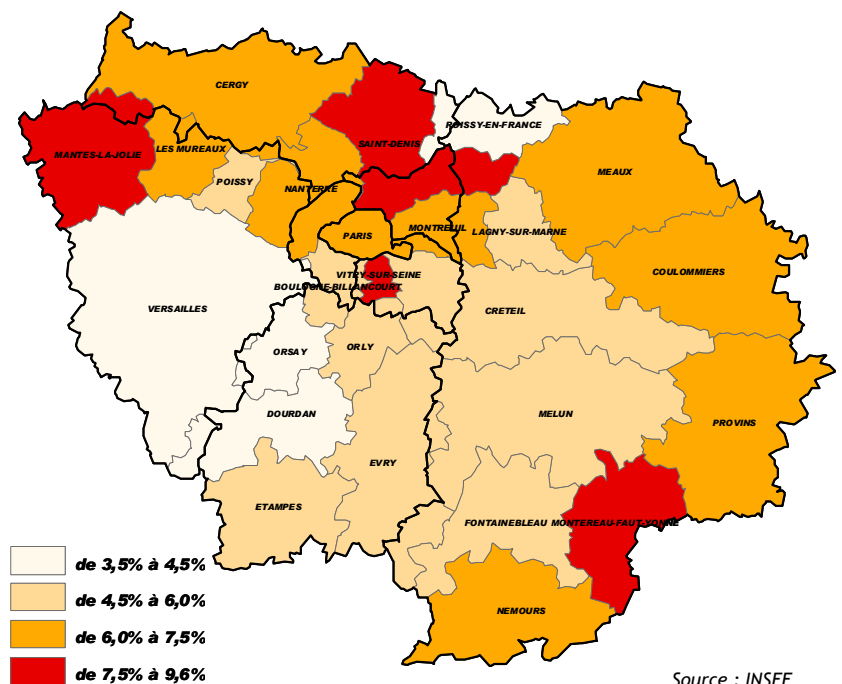
Le taux de chômage francilien s'est stabilisé en Ile-de-France, comme en France métropolitaine. Il reste à un niveau très bas, notamment en Essonne. En Seine-Saint-Denis, il a continué à baisser, mais reste l'un des plus élevés de France.

Après une pause en début d'année, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE à la recherche d'un contrat à durée indéterminée et à temps plein (catégorie 1) a de nouveau diminué au deuxième trimestre. La baisse a été élevée en Seine-Saint-Denis, en Val d'Oise et dans le Val-de-Marne. En revanche, le nombre d'inscrits à l'ANPE a légèrement augmenté en Essonne.

Les hommes âgés de moins de 25 ans n'ont toutefois pas bénéficié de l'amélioration du marché du travail ce trimestre. Il en est de même pour les ouvriers non qualifiés, en raison notamment du repli de l'intérim.

Le nombre d'offres d'emploi collectées par l'ANPE s'est stabilisé au deuxième trimestre (en données CVS), mais progresse encore sur l'année (+2,8%). Parallèlement, le nombre de nouvelles inscriptions à l'ANPE est reparti à la hausse. Il en résulte un taux de tension stable par rapport à l'année précédente.

Taux de chômage localisé au cours du 2^e trimestre 2008 en Ile-de-France



LES CHIFFRES DE JUIN 2008 EN ILE-DE-FRANCE

Demandeurs d'emploi en fin de trimestre (cat.1) : 358 565

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : - 1,9 %

Evolution sur 1 an : - 7,9 %

Taux de chômage localisé au 2^e trimestre 2008 :

Ile-de-France : 6,6 %

France : 7,2 %

Emploi salarié Unedic (CVS) en fin de trimestre : 4 157 700

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 0,1 %

Evolution sur 1 an : + 1,8 %

SOMMAIRE

Les évolutions récentes du marché du travail	page 2-3
Les évolutions de l'emploi au 2 ^e trimestre 2008	page 4
L'activité intérimaire au 2 ^e trimestre 2008	page 5
Les tensions sur le marché du travail au 2 ^e trimestre 2008	page 6
Les tensions sur le marché du travail des serveurs	page 7
L'emploi salarié non agricole dans le secteur concurrentiel en 2007	page 8

LES EVOLUTIONS RECENTES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

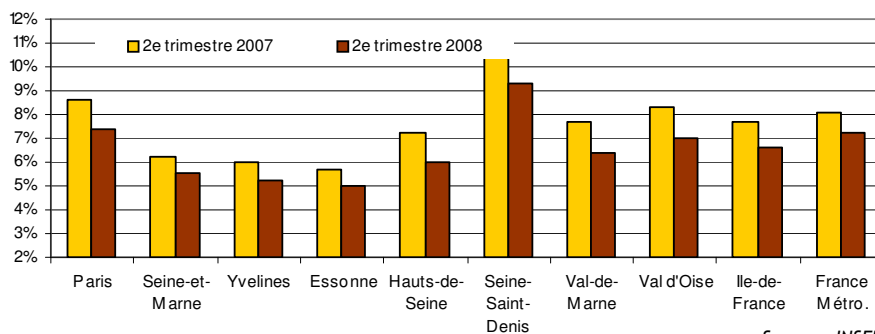
▲ Stabilité du taux de chômage au deuxième trimestre

Le deuxième trimestre 2008 a été marqué, selon les données estimées par l'INSEE, par une stabilisation du taux de chômage en Ile-de-France, comme en France métropolitaine (+0,0 %). Au cours du deuxième trimestre, le taux de chômage francilien s'élevait ainsi à 6,6 %. En France métropolitaine, il était de 7,2 % de la population active, soit un niveau un peu plus élevé que dans la région.

Cette pause a été la première observée dans la région depuis le premier trimestre 2007 (+0,0 % également). On a observé une légère augmentation dans deux départements franciliens, la Seine-et-Marne et les Yvelines (+0,1 point), avec les hausses les plus élevées enregistrées dans les zones d'emploi de Nemours, Meaux et Mantes-la-Jolie (+0,2 point). En revanche, en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne et le Val d'Oise, le recul du taux de chômage s'est prolongé : -0,1 point.

L'évolution annuelle du taux de chômage est restée néanmoins très favorable en raison d'un début de période excellent (-1,1 point dans la région, -0,9 point en France métropolitaine). Seules les régions du sud-est de la France, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Languedoc-Roussillon, ont enregistré un repli annuel plus important (-1,2 point). Si le rythme de la baisse annuelle a ralenti progressivement, il est resté toutefois à un niveau très élevé par rapport à ceux observés depuis la reprise du marché de l'emploi francilien, en 2005. En Seine-Saint-Denis, la baisse a été l'une des plus importantes de

Taux de chômage francilien au 2^{ème} trimestre, par département



Source : INSEE

France (-1,5 point), à égalité avec le Gard. Le Val d'Oise et le Val-de-Marne font également partie des dix départements où la baisse a été la plus conséquente.

▲ Baisse du nombre d'inscrits à l'ANPE au 2^{ème} trimestre

Fin juin 2008, on comptait 358 565 demandeurs d'emploi, à la recherche d'un contrat à durée indéterminée (CDI) et à temps plein ayant travaillé au plus 78 heures dans le mois inscrits à l'ANPE (catégorie 1). Après une stabilisation en début d'année, ce nombre est reparti à la baisse au deuxième trimestre : -1,9 % sur trois mois, en données corrigées des variations saisonnières (CVS). L'évolution constatée est opposée à celle observée en France métropolitaine sur la même période (+0,5 %). Si l'on inclut les autres catégories de demandeurs d'emploi (demandeurs d'emploi à la recherche d'un CDI à temps partiel, ou d'un contrat à durée déterminée (CDD), ayant travaillé au plus 78 heures dans le mois, on observe un recul de -2,1 %. 442 382 demandeurs d'emploi étaient inscrits à l'ANPE dans ces catégories, à fin juin 2008.

En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi ayant travaillé

plus de 78 heures dans le mois (catégorie 6, 7 et 8 de l'ANPE) a progressé (+1,4 % CVS), laissant supposer des flux de demandeurs d'emploi entre catégories ayant travaillé au plus 78 heures dans le mois et catégories ayant travaillé davantage. Au total, si l'on excepte les demandeurs d'emploi non disponibles (catégories 4 et 5), le nombre d'inscrits à l'ANPE a été en baisse entre fin mars et fin juin 2008 (-1,4 % CVS).

▲ Des différences sensibles entre départements

Les départements franciliens ont connu des évolutions différentes au deuxième trimestre : recul dans six départements sur huit, avec une baisse particulièrement vigoureuse en Seine-Saint-Denis (-3,1 % CVS). A l'opposé, la demande d'emploi a progressé dans un seul département, l'Essonne, pour le deuxième trimestre consécutif (+0,3 %). Toutefois, ce département reste celui où le nombre d'inscrits à l'ANPE est le moins élevé de la région et où le taux de chômage est le plus bas (5,0 %).

Au total, le nombre d'inscrits en catégorie 1 a diminué depuis le début de l'année (-1,8 % CVS, contre +0,5 % en France métropolitaine).

Demandeurs d'emploi à la fin du 2 ^{ème} trimestre 2008	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise	Ile-de-France	France
Taux de chômage localisé (données au 2 ^{ème} trimestre 2008)	7,4 %	5,5 %	5,2 %	5,0 %	6,0 %	9,3 %	6,4 %	7,0 %	6,6 %	7,2 %
DEFM catégorie 1 (données brutes)	79 214	32 909	33 469	28 564	44 078	62 939	37 859	39 533	358 565	1 776 189
Evolution sur 1 trimestre (CVS)	-2,2 %	0,0 %	-1,4 %	0,3 %	-1,7 %	-3,1 %	-2,7 %	-2,6 %	-1,9 %	0,1 %
Evolution sur 1 an	-7,4 %	-3,3 %	-7,5 %	-4,3 %	-10,0 %	-9,7 %	-10,7 %	-7,4 %	-7,9 %	-2,9 %
Part des femmes	47,1 %	47,9 %	45,7 %	47,3 %	47,0 %	46,6 %	47,0 %	46,6 %	46,9 %	49,0 %
Part des chômeurs de longue durée	32,1 %	21,8 %	25,5 %	20,8 %	26,9 %	28,4 %	25,6 %	27,5 %	27,2 %	25,6 %
Part des moins de 25 ans	5,5 %	16,7 %	12,6 %	13,3 %	8,5 %	12,1 %	11,3 %	13,9 %	10,9 %	16,6 %
Demandeurs d'emploi indemnités (1)	88 186	35 082	36 780	29 559	46 348	58 757	39 122	37 761	371 595	1 952 000
Taux de couverture (2)	57,2 %	62,2 %	62,8 %	62,0 %	60,8 %	58,1 %	59,9 %	59,5 %	59,6 %	59,3 %

Sources : INSEE, DARES / ANPE, GARP

(1) Il s'agit des bénéficiaires de l'assurance chômage et des allocations de solidarité (ASS et allocation d'insertion), hors allocations de préretraite et de formation.
(2) Le taux de couverture est le nombre de demandeurs d'emploi indemnités rapporté à l'effectif potentiellement indemnisable, à savoir la somme des demandeurs d'emploi en fin de mois des catégories 1 à 3 et 6 à 8, ainsi que les personnes indemnités dispensées de recherche d'emploi.

LES EVOLUTIONS RECENTES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

▲ Des entrées à l'ANPE à la fin d'une mission d'intérim en forte hausse

Les inscriptions à l'ANPE (catégorie 1), qui avaient atteint un niveau très bas à la fin de l'année 2007, ont poursuivi leur progression entamée au début de l'année 2008 (+1,7 % CVS en moyenne trimestrielle, après +8,0 % au premier trimestre). Comme pour le trimestre précédent, on observe une forte hausse des inscriptions à la suite d'une fin de mission d'intérim (+7,4 % CVS). Le nombre d'entrées après un licenciement était également en croissance (+1,0 %), alors que les fins de contrat à durée déterminée étaient stables (-0,2 %).

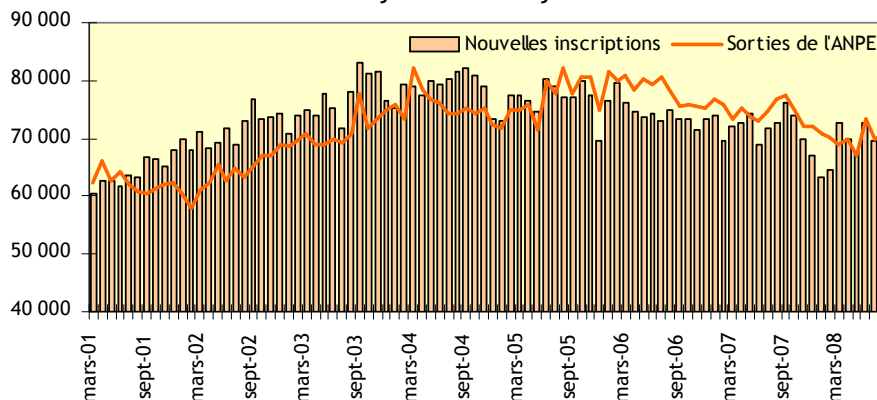
Les sorties des listes de l'ANPE ont progressé au deuxième trimestre (+3,9 %). Les entrées en stage ont diminué alors que les reprises d'emploi identifiées se maintenaient au niveau atteint le trimestre précédent.

En cumul annuel, le flux des entrées et des sorties de l'ANPE a légèrement diminué (-3,8 %) par rapport aux douze mois précédents. Les entrées après un licenciement ont baissé sensiblement (-2,7 %), comme les fins de contrat à durée déterminée (-1,7 %). En revanche, les inscriptions d'intérimaires ont repris (+1,9 %). Parmi les sorties, on observe une diminution des reprises d'emploi déclarées ainsi que des entrées en stage. Les dispenses de recherche d'emploi ont chuté, à la suite des décisions prises pour favoriser le maintien dans l'emploi des seniors (-14,4 %). A contrario, les radiations administratives ont progressé (+3,6 %).

▲ Progression du nombre de jeunes inscrits à l'ANPE

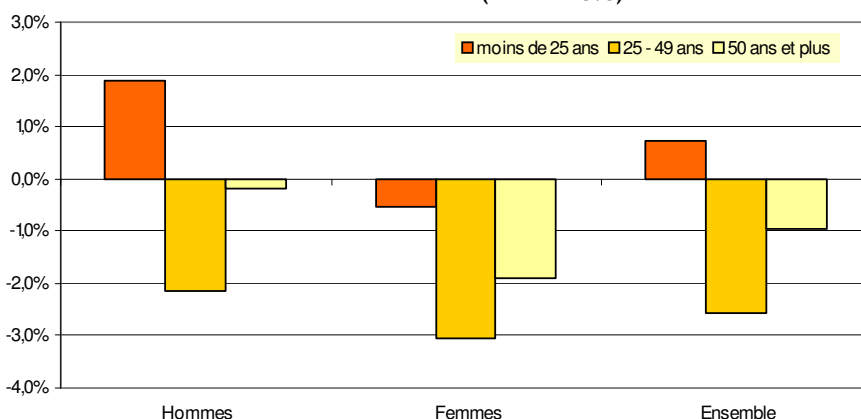
On a de nouveau observé une progression du nombre de jeunes demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans, essentiellement des hommes (+1,9 % CVS), le nombre de jeunes femmes ayant en revanche diminué (-0,5 %). Cette évolution est très liée au ralentissement de l'emploi intérimaire, qui recrute de nombreux jeunes hommes, souvent sur des métiers d'ouvriers. La hausse est restée néanmoins plus faible en Ile-de-France qu'en France métropolitaine (+3,0 % CVS).

Entrées et sorties de l'ANPE (CVS) en Ile-de-France, entre janvier 2001 et juin 2008



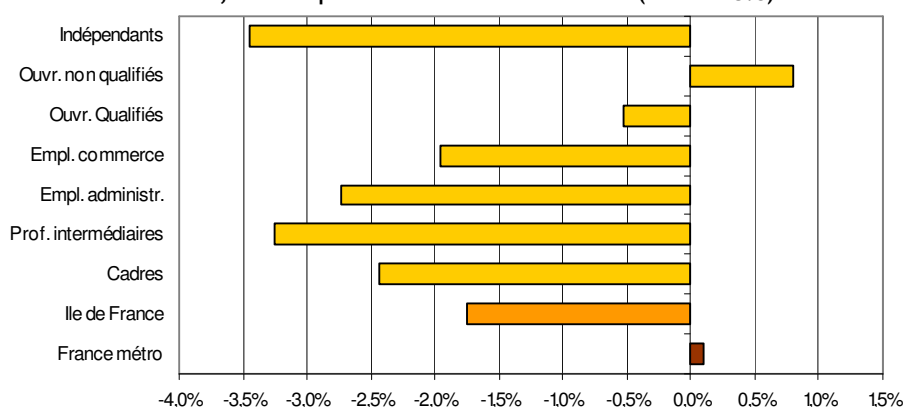
Source : DARES / ANPE

Evolution de la demande d'emploi par âge et sexe au 2^{ème} trimestre 2008 en Ile-de-France (données CVS)



Source : DARES / ANPE

Evolution de la demande d'emploi de catégorie 1 au 2^{ème} trimestre 2008 en Ile-de-France, selon la qualification du métier recherché (données CVS)



Source : DARES / ANPE

On a également enregistré une évolution plus favorable dans la région qu'en France métropolitaine pour les autres classes d'âge. C'est pour les seniors que la différence est la plus faible (-0,9 % en Ile-de-France, contre -0,5 % en France métropolitaine). L'évolution plus favorable en Ile-de-France du nombre d'inscrits serait donc en partie due à une structure de l'emploi moins industrielle.

▲ Recul limité du nombre d'ouvriers à l'ANPE

Les difficultés de l'intérim sont également visibles dans l'évolution de la demande d'emploi par catégorie socioprofessionnelle. Le nombre d'ouvriers inscrits en catégorie 1 est resté stable (-0,2 %) alors que des baisses ont été enregistrées pour les professions intermédiaires et les employés.

▲ Un ralentissement qui se poursuit...

D'après les estimations provisoires du GARP/UNEDIC, l'Ile-de-France comptait 4 157 734 salariés dans le secteur concurrentiel non agricole à la fin juin 2008.

Avec seulement 2 700 emplois supplémentaires au second trimestre 2008, le rythme d'accroissement de l'emploi francilien semble atteindre un palier (+ 0,1 % contre + 0,2 % au 1^{er} trimestre et + 0,9 % au dernier trimestre 2007).

Cependant, sur les douze derniers mois, la hausse de l'emploi salarié dans la région atteint 1,8 %, d'après le GARP/UNEDIC, soit une augmentation plus marquée que la moyenne nationale (+ 1,3 %).

Les données trimestrielles publiées par l'URSSAF sur un champ salarié un peu plus large (grandes entreprises nationales prises en compte) sont un peu plus favorables : croissance de + 0,3% au second trimestre en données CVS, contre une baisse de -0,1% en France.

Globalement, et au regard de ces deux sources, le ralentissement de la croissance de l'emploi au cours de ces derniers trimestres apparaît plus modéré en Ile-de-France qu'au niveau national.

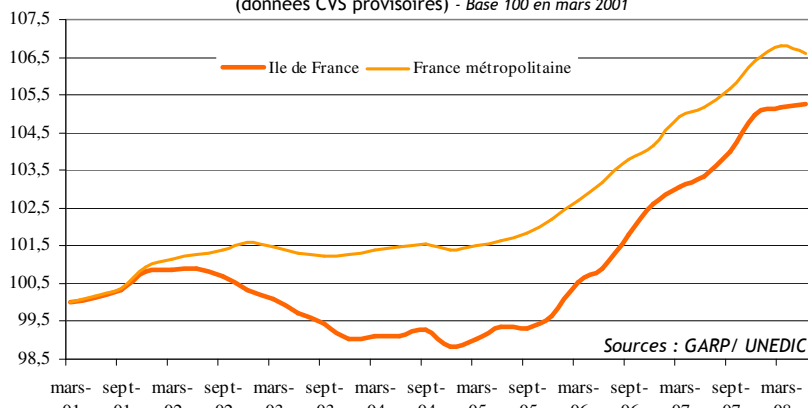
▲ ...dans l'industrie, en général, et dans l'automobile, en particulier...

Au cours du second trimestre 2008, les estimations du GARP/UNEDIC laissent apparaître une accélération de la perte d'emplois dans les secteurs industriels franciliens (- 1 % contre - 0,8 % au 1^{er} trimestre 2008). Ce sont, ainsi, plus de 4 600 emplois industriels qui ont été supprimés en un trimestre.

Sur un an, deux types d'activités industrielles ont été particulièrement touchés par la baisse des effectifs :

- la fabrication de matériels de transport, avec la construction automobile qui a perdu environ 10% de ses effectifs salariés tout en diminuant son recours à l'intérim.
- plusieurs secteurs des biens intermédiaires : textile, habillement et cuir ; papier et imprimerie ; caoutchouc et plasturgie.

Evolution de l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel non agricole (données CVS provisoires) - Base 100 en mars 2001

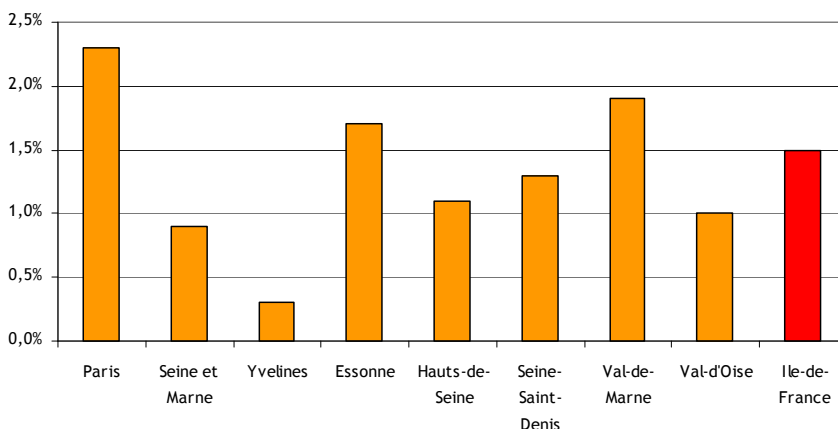


Evolution de l'emploi salarié par département au deuxième trimestre 2008 (données brutes non corrigées des variations saisonnières)

Emplois en milliers	1T2008	2T2008	Evolution
75 - Paris	1500	1522	1,5%
77 - Seine et Marne	340	339	-0,3%
78 - Yvelines	414	415	0,2%
91 - Essonne	331	336	1,5%
92 - Hauts-de-Seine	862	865	0,3%
93 - Seine-Saint-Denis	412	412	0,0%
94 - Val-de-Marne	372	380	2,2%
95 - Val-d'Oise	305	305	0,0%
National	18284	18315	0,2%

Sources : ACOSS - URSSAF

Glissement annuel de l'emploi salarié (données brutes non corrigées des variations saisonnières)



Sources : ACOSS - URSSAF

En revanche, une bonne partie des activités tertiaires semblait encore confirmer au second trimestre, la bonne orientation observée lors des trimestres précédents : hébergement et restauration ; activités informatiques et services d'information ; activités juridiques, comptables, de gestion et d'ingénierie. L'emploi dans la construction continuait à croître, mais à un rythme moins élevé qu'en 2007.

▲ Une dynamique d'emploi à Paris et en petite couronne.

L'absence, ce trimestre, de données d'emploi par département corrigées des variations saisonnières ne permet pas de déceler les

tendances territoriales les plus récentes. Mais les données brutes trimestrielles et annuelles de l'URSSAF semblent confirmer un mouvement observé depuis quelques temps de concentration de la dynamique de l'emploi à Paris et dans les départements de la petite couronne, plutôt qu'en grande couronne.

Ainsi, sur un an, la croissance de l'emploi dans le secteur concurrentiel a été la plus forte à Paris et dans le Val-de-Marne. A l'inverse, elle n'a pas dépassé 1 % dans trois départements de la grande couronne : Yvelines, Seine-et-Marne et Val-d'Oise.

L'ACTIVITE INTERIMAIRE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2008

▲ Net repli de l'activité intérimaire...

En Ile-de-France, près de 865 600 missions d'intérim ont été conclues au cours du deuxième trimestre 2008, ce qui représente, en moyenne, 113 300 emplois équivalents temps plein (EETP).

Après une hausse de plus de 3 % au premier trimestre 2008, le nombre d'intérimaires (en EETP) a enregistré une baisse de -4,8 %, soit près de 5 000 intérimaires en moins, par rapport au trimestre précédent (en données CVS). Toutefois, ce repli a été moins marqué qu'au niveau national : -5,6 % pour le nombre d'EETP et 7,3 % pour le nombre de missions conclues, contre -2,4 % pour l'Ile-de-France.

Ainsi, pour la première fois en quatre ans, le nombre de contrats conclus a diminué en un an (-1,0 % par rapport au deuxième trimestre 2007), tout comme le nombre d'EETP (-0,3 %).

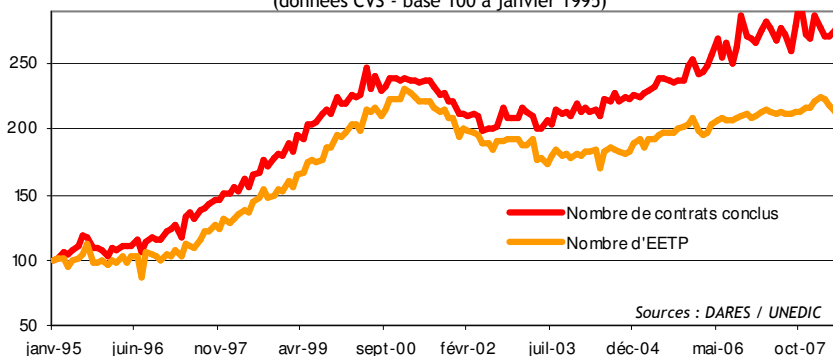
▲ ...lié à la baisse dans le BTP et l'industrie automobile

Après une fin d'année 2007 et un début 2008 en forte progression, l'intérim dans la construction, un des premiers secteurs utilisateurs en Ile-de-France, a enregistré une diminution : le nombre de contrats a baissé de -6,1 % en un an et le nombre d'EETP de -3,0 %. A contrario, l'emploi dans le BTP, selon l'UNEDIC a continué de progresser à un rythme très soutenu (+4,0% en un an)

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie automobile a continué de diminuer (-7,1 % en un an, soit -360 EETP) mais ce secteur est resté celui où le taux de recours à l'intérim est le plus élevé.

Le repli de l'activité intérimaire a été moins marqué dans les services que dans l'industrie. Le recours

Evolution du nombre de contrats conclus et d'EETP (données CVS - base 100 à janvier 1995)



Les secteurs les plus utilisateurs de l'intérim au 2ème trimestre 2008	Nombre de contrats conclus	Evolution du nombre de contrats par rapport au 2ème trimestre 2007	Nombre d'EETP	Evolution du nombre d'EETP par rapport au 2ème trimestre 2007	Durée moyenne des missions (en jour)	Taux de recours en 2007
Sources : DARES / UNEDIC						
Construction	76 319	-6,1%	19 129	-3,0%	16,9	7,1%
Transports	152 351	0,7%	14 628	1,2%	6,5	6,4%
Conseil et assistance	92 607	18,9%	12 124	5,7%	8,8	1,8%
Services opérationnels	94 223	-13,5%	9 016	1,0%	6,5	1,8%
Commerce de gros	59 027	-1,8%	8 647	-2,0%	9,9	2,9%
Industrie automobile	8 413	-19,8%	4 803	-7,1%	38,5	8,1%
Commerce de détail	46 950	-5,3%	3 842	3,2%	5,5	1,1%
Hôtels et restaurants	86 144	4,3%	3 701	8,7%	2,9	1,2%
Activités financières	8 222	-5,3%	3 527	0,6%	29,0	1,3%
Indus. agricoles et alimentaires	27 545	-6,8%	2 465	0,2%	6,0	4,8%
Métallurgie	10 429	-6,1%	2 248	-9,9%	14,6	7,0%
Santé, action sociale	45 547	35,2%	1 772	24,3%	2,6	0,7%
Ile-de-France	865 585	-1,0%	113 287	-0,3%	8,8	2,7%

à l'intérim s'est même intensifié dans le conseil et assistance (5,7 % en un an), dans la santé/action sociale (+24,3 %) et, dans une moindre mesure, dans les transports (+1,2 %).

▲ Des missions courtes dans l'hôtellerie/restauration

Le taux de recours à l'intérim dans l'hôtellerie et la restauration est faible : En 2007, sur 100 salariés qui ont travaillé dans ce secteur à un moment donné, seuls 1,2 était intérimaire. Tous secteurs confondus, ce taux atteint 2,7 %.

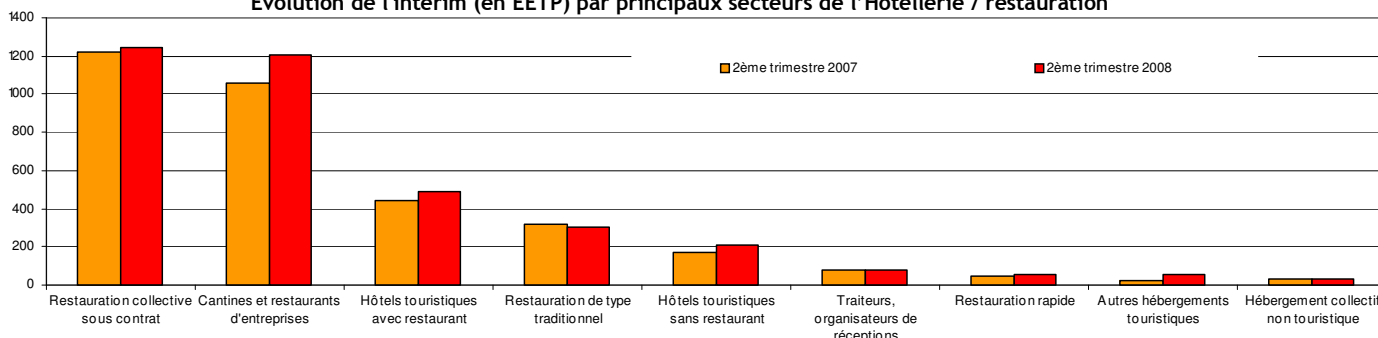
Néanmoins, avec plus de 83 600 contrats conclus au deuxième trimestre 2008, l'hôtellerie/restauration fait partie des secteurs ayant signé le plus de contrats. En effet, la durée moyenne des missions y est très courte : 2,9 jours, contre 8,8 tous secteurs confondus, d'où un nom-

bre d'EETP assez faible (3 600 au cours du trimestre).

Les intérimaires des hôtels, cafés et restaurants sont moins jeunes que leurs homologues des autres secteurs : 33,0 % ont moins de 30 ans, contre 43,5 % en moyenne. Les femmes y sont mieux représentées (38,8 %, contre 32,2 % en moyenne). Plus de la moitié des missions sont concentrées à Paris (27,6%) et dans les Hauts-de-Seine (27,7 %).

Les activités qui profitent le plus de la progression de l'intérim dans ce secteur sont les cantines et restaurants d'entreprises (+150 EETP en un an) et la restauration collective sous contrat. La restauration, rapide ou traditionnelle, fait moins appel à ce mode de recrutement (moins de 1 salarié sur 100 est intérimaire en 2007).

Evolution de l'intérim (en EETP) par principaux secteurs de l'Hôtellerie / restauration



▲ Un marché du travail tendu...

Au cours des mois d'avril à juin 2008, le rapport entre les offres d'emploi confiées à l'ANPE et les demandes d'emploi enregistrées par l'ANPE s'établit à 0,97 point en données brutes (0,82 en données CVS). Cela signifie que pour 100 demandeurs d'emploi qui se sont inscrits, 97 offres ont été déposées. Ce rapport « offres sur demandes », communément appelé taux de tension, affiche au deuxième trimestre 2008 un niveau moyen de tension relativement élevé, mais néanmoins stabilisé par rapport à la même période de l'an passé (0,96 point).

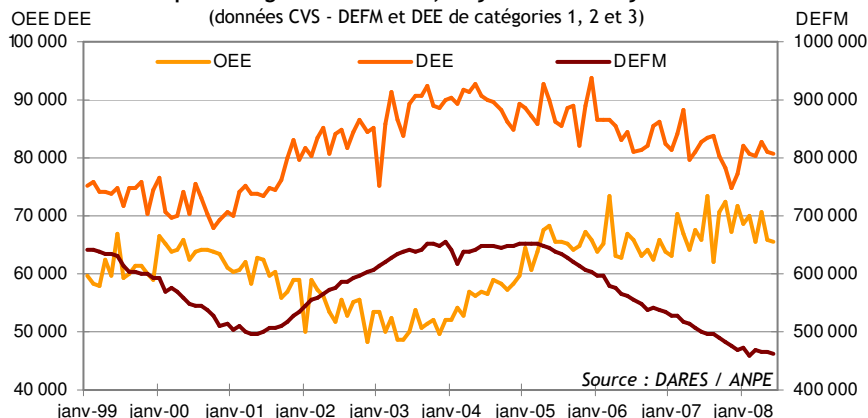
▲ ...stabilisé par un flux de demande d'emploi en hausse

Une évolution du taux de tension peut être la conséquence d'une évolution significative de l'offre d'emploi enregistrée, ou de la demande d'emploi enregistrée, voire de la conjonction des deux mouvements. Au deuxième trimestre 2008, l'ANPE enregistre 209 000 offres d'emploi, soit + 2,4 % par rapport à la même période de 2007, et 214 600 nouvelles demandes d'emploi, soit + 0,6 % en un an. La stabilité du taux de tension régional est donc imputable à la relative stabilité des flux d'offre et de demande.

▲ Une sortie plus rapide de l'ANPE

La demande d'emploi en stock affiche, quant à elle, une diminu-

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE, de janvier 1999 à juin 2008



tion nettement plus marquée, de - 7,4 % en un an. En effet, si les flux d'inscription à l'ANPE ont peu diminué, les flux de sortie ont continué à être importants. Si l'on se réfère au taux annuel d'écoulement de la demande d'emploi qui passe de 68,8 % à 69,4 % (cf. définition en bas de page), l'insertion sur le marché du travail apparaît, en moyenne, plus rapide que l'an passé pour les demandeurs d'emploi franciliens.

▲ Un niveau de satisfaction des offres d'emploi en progression

Parmi l'ensemble des offres d'emploi confiées à l'ANPE d'avril à juin 2008, 50,7 % proposent un contrat durable, c'est-à-dire d'au moins 6 mois. La légère progression du recueil d'offres au deuxième trimestre 2008 ne s'accompagne donc pas d'une précarisation des contrats proposés, identique à celle de l'an passé. Elle

s'accompagne, en revanche, d'une nette augmentation de la part des offres d'emploi satisfaites (92,8 %, contre 90,5 % l'an passé), pour partie imputable au léger desserrement des tensions sur le marché du travail depuis l'automne 2007 en Ile-de-France. Les employeurs éprouvent vraisemblablement moins de difficultés à pourvoir une partie de leurs postes vacants.

C'est le cas notamment pour certains métiers du BTP, particulièrement chez les ouvriers qualifiés du gros œuvre et du second œuvre. Ces deux métiers affichent en effet une diminution sensible de leurs taux de tension au deuxième trimestre 2008, due à un moindre volume d'offres d'emploi, ainsi qu'une progression du taux de satisfaction de ces dernières. Pour ces métiers, la part des offres d'emploi non satisfaites, faute de candidats, reste néanmoins supérieure à la moyenne.

Les métiers en tension en Ile-de-France, au deuxième trimestre 2008	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre avril et juin 2007 (1)	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre avril et juin 2008 (1)	Part des CDI et CDD > à 6 mois dans les offres d'emploi enregistrées entre avril et juin 2008 (2)	Taux d'écoulement sur un an de la demande d'emploi, en juin 2008 (3)	DEFM de catégories 1,2 et 3 à fin juin 2008	Evolution du stock de DEFM de catégories 1, 2 et 3 entre juin 2007 et juin 2008	Evolution des offres d'emploi enregistrées en un an	Taux de satisfaction des offres d'emploi au 2 ^{ème} trimestre 2008 (4)	Enquête Unédic BMO 2008-Part des recrutements envisagés jugés difficiles
Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	1,12	0,93	51,5%	74,1%	2 323	-4,0%	-7,8%	85,7%	85,9%
Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	0,81	0,67	53,5%	72,9%	9 861	-5,8%	-12,5%	86,3%	73,8%
Techniciens du bâtiment et des travaux publics	4,88	3,91	56,6%	72,8%	1 218	-1,4%	-13,2%	90,9%	75,2%
Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique	1,80	2,01	48,9%	69,4%	931	-15,0%	-5,7%	86,6%	58,3%
TAM de la maintenance et de l'organisation	1,44	1,46	71,9%	72,1%	6 022	-11,0%	3,5%	85,1%	60,1%
Caisseries, employés de libre service	1,27	1,15	37,1%	72,8%	10 388	-6,2%	-1,2%	95,6%	43,5%
Vendeurs	1,08	0,93	62,9%	72,3%	21 093	-8,3%	-10,4%	91,1%	43,4%
Bouchers, charcutiers, boulangers	1,38	1,42	85,5%	74,7%	1 675	-9,8%	0,3%	89,4%	80,3%
Cuisiniers	1,82	2,47	39,3%	73,3%	4 193	-6,2%	44,3%	95,0%	70,5%
Informaticiens	1,64	1,69	85,8%	70,7%	6 861	-17,3%	-2,5%	87,2%	64,0%
Aides-soignants	0,48	0,56	70,0%	78,0%	2 006	-19,8%	9,8%	89,5%	62,2%
Infirmiers, sages-femmes	1,73	2,22	76,7%	78,7%	843	-13,8%	6,1%	90,4%	65,4%
Ensemble des familles professionnelles	0,96	0,97	50,7%	69,4%	442 342	-7,4%	2,4%	92,8%	50,6%

(1) On rapporte le flux d'offres d'emploi enregistrées à l'ANPE durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à l'ANPE durant la même période. Pour apprécier l'évolution de cet indicateur, on rappelle sa valeur sur la période correspondante de l'année antérieure. Du fait de la forte saisonnalité de ce ratio, les évolutions ne sont en effet significatives que si elles sont estimées sur les mêmes périodes de l'année. Exemple de lecture : il y a 0,97 offre d'emploi enregistrée pour 1 demande au deuxième trimestre 2008, contre 0,96 au deuxième trimestre 2007.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à l'ANPE, selon la famille professionnelle.

(3) Une valeur élevée de cet indicateur indique qu'une forte proportion des demandes présentes douze mois auparavant, ou entrées dans l'année, est sortie des fichiers de l'ANPE. Exemple de lecture : 69,4 % des demandeurs d'emploi inscrits douze mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à l'ANPE.

(4) Il s'agit du rapport entre les offres d'emploi enregistrées à l'ANPE satisfaites (par opposition aux offres annulées faute d'avoir trouvé le candidat recherché parmi les demandeurs d'emploi, d'autres salariés ou en interne), et les offres d'emploi sorties du fichier de l'ANPE.

▲ Une demande d'emploi importante, jeune et peu qualifiée

Affichant une progression de +15 % depuis 1999, le domaine professionnel de l'hôtellerie/restauration/alimentation concentre 250 000 emplois en Ile-de-France, dont un tiers est occupé par des serveurs de cafés et de restaurants (+12 % depuis 1999). Avec 34 700 demandeurs d'emploi pour le poste de serveur à fin juin 2008, ce métier concentre 52,3 % de la demande d'emploi de catégories 1, 2 et 3 en hôtellerie / restauration/alimentation. Il en résulte un taux de demande d'emploi particulièrement élevé pour ce métier, supérieur de +5 points au taux régional moyen, tous métiers confondus.

La population des demandeurs d'emploi dans ce métier est assez masculine (54,5 %) et se caractérise par une proportion élevée de jeunes : 14,6 % ont moins de 25 ans, contre 10,0 % tous métiers confondus. Elle est relativement peu qualifiée, avec 33,2 % des inscrits à l'ANPE ayant un niveau de formation infra CAP/BEP (22,5 % chez les jeunes). Cela explique probablement le fait qu'un tiers de la demande d'emploi de serveur s'oriente également vers d'autres professions tertiaires, telles que celles d'agents d'entretien ou vendeurs, aux exigences de formation peu élevées.

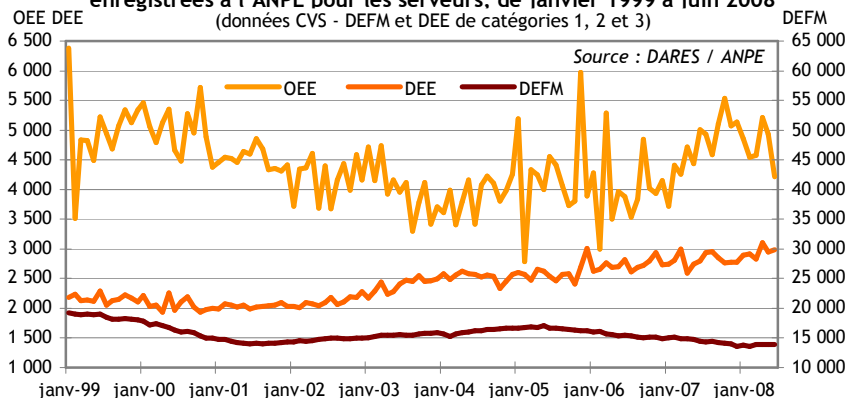
▲ Un taux de tension élevé...

De juin 2007 à juin 2008, près de 35 000 demandes d'emploi de serveur ont été enregistrées par l'ANPE. Cette profession, réputée assez peu attractive, bénéficie d'un flux d'inscriptions à l'ANPE à la fois régulier et en constante augmentation depuis janvier 2002. Eu égard au flux d'offres d'emploi déposées à l'ANPE pendant la même période, ces demandes d'emploi apparaissent néanmoins insuffisantes pour satisfaire les besoins des employeurs. De juin 2007 à juin 2008, le ratio offres sur demandes est en effet égal à 1,69 point, contre 0,85 points tous métiers confondus.

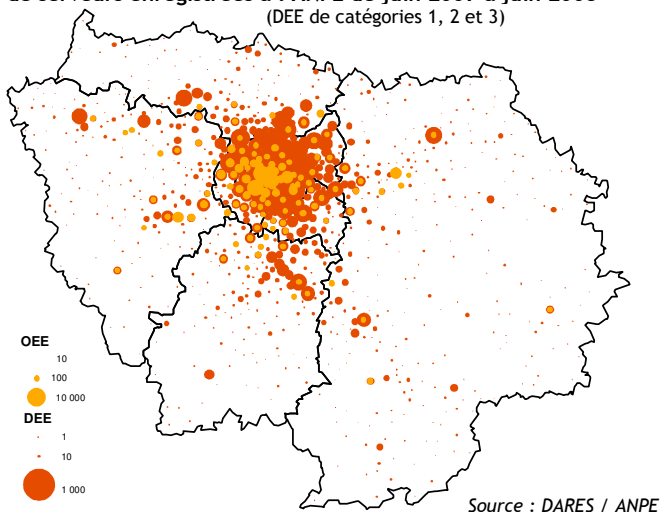
▲ ... mais de nombreuses offres d'emploi de courte durée

Sur les 58 800 offres d'emploi de serveur enregistrées par l'ANPE de juin 2007 à juin 2008, les contrats inférieurs à un mois représentent plus d'une offre sur deux : 56,5 % d'entre elles, contre 20,9 % tous métiers confondus. Si l'on exclut ces offres, qui surestiment mécaniquement le ratio offres sur

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE pour les serveurs, de janvier 1999 à juin 2008 (données CVS - DEFM et DEE de catégories 1, 2 et 3)



Répartition par commune des offres et de demandes d'emploi de serveurs enregistrées à l'ANPE de juin 2007 à juin 2008 (DEE de catégories 1, 2 et 3)



Principales caractéristiques de la demande et de l'offre d'emploi	Serveurs de café-restaurant	Métiers de l'hôtellerie / restauration / alimentation	Ensemble des métiers
<i>Source : DARES / ANPE</i>			
DEFM de catégories 1, 2 et 3 à fin mars 2008	13 371	25 544	442 342
Evolution de la DEFM en un an	-4,1%	-5,2%	-7,4%
Nombre de DEE de catégories 1, 2 et 3	34 717	64 814	966 624
Taux d'écoulement de la demande d'emploi en un an	72,5%	72,2%	69,4%
Nombre de OEE	58 751	100 863	824 939
Evolution du nombre d'OEE en un an	15,0%	10,9%	5,6%
Taux de satisfaction des offres d'emploi en un an	96,63%	95,2%	92,2%

demandes, dans le calcul du taux de tension car les demandeurs d'emploi qui occupent des emplois de très courte durée ou à temps très partiel restent souvent inscrits à l'ANPE en catégories 6 à 8, l'écart à la moyenne régionale se réduit sensiblement : 0,74 point chez les serveurs, contre 0,68 point tous métiers confondus.

▲ De nombreux contrats rompus

Le taux de satisfaction des offres d'emploi déposées à l'ANPE est particulièrement élevé : 96,6 %, contre 92,8 % tous métiers confondus. L'enquête 2008 du GARP sur les besoins en main d'œuvre confirme le peu d'obstacles à pourvoir les postes vacants de serveur. Ce métier ne figure pas parmi ceux

où sont signalées les plus fortes difficultés de recrutement. En revanche, les employeurs peinent à fidéliser leurs employés les plus jeunes. La gestion de l'emploi des serveurs est rendue difficile par sa forte saisonnalité et ses conditions de travail : horaires lourds et décalés, contrats précaires, longs trajets domicile/travail. Ainsi, en dépit de l'importance des contrats courts chez les serveurs, « seulement » 27,8 % des inscriptions de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans font suite à une fin de contrat et de mission d'intérim (contre 41,3 % en moyenne). Pour ces jeunes, les inscriptions suite à des licenciements et des démissions représentent en revanche 27,6% et 6,3% des motifs (contre 19,9% et 3,8% en moyenne).

Bilan de l'emploi salarié 2007

▲ Croissance de l'emploi plus rapide qu'en France métropolitaine...

A la fin 2007, le secteur privé non agricole employait 4 151 100 salariés en Ile-de-France (champ GARP/UNEDIC). Ainsi, avec une augmentation de 2,5 % du nombre d'emplois, la région a-t-elle connu un rythme d'accroissement de l'emploi salarié plus accentué que la moyenne nationale (+ 2,2 %).

A elle seule, la région concentre un quart des salariés métropolitains dont près de la moitié est située dans les seuls départements de Paris et des Hauts-de-Seine.

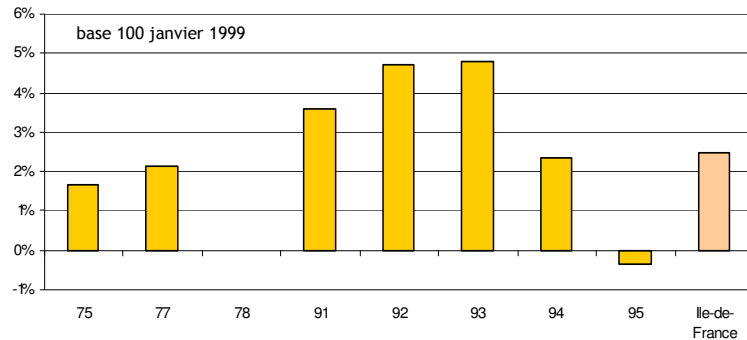
▲ ... grâce au secteur tertiaire et à la construction,

L'évolution de l'emploi francilien résulte pour une grande partie du dynamisme de l'emploi tertiaire (+ 3,1 %) avec plus de 95 700 emplois nouveaux. Avec près de 11 700 emplois créés (+ 4,8 %), la construction, a bénéficié d'une croissance qui n'avait jamais été observée au cours de ces vingt dernières années.

Ce sont, plus précisément, les secteurs du commerce, des services aux entreprises, des services aux particuliers et de l'éducation et de la santé qui ont porté l'essentiel de la croissance tertiaire en créant, sur cette période, plus de 74 000 emplois.

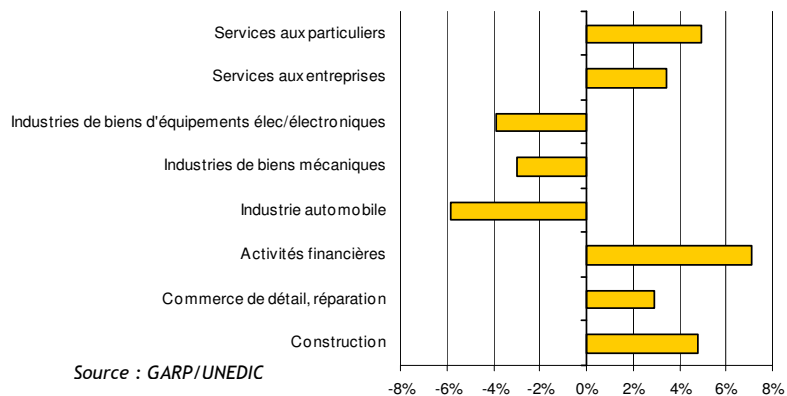
Les secteurs industriels ont connu, quant à eux, une nouvelle diminution du nombre de leurs salariés en perdant plus de 13 300 emplois dont près des trois quarts relèvent de l'industrie automobile et de ses sous-traitants (industries de biens d'équipements électriques ou électroniques et industries de biens d'équipements mécaniques).

Evolution en % de l'emploi salarié par département de décembre 2006 à décembre 2007



Source : GARP/UNEDIC

Evolution en % des effectifs salariés franciliens en 2007 par secteur d'activité



Source : GARP/UNEDIC

▲ ... malgré un ralentissement et des disparités départementales.

Cependant, selon l'UNEDIC, l'Ile-de-France est l'une des rares régions, avec l'Auvergne et Poitou-Charentes, où le rythme de création des emplois s'est ralenti (+ 2,5 % en 2007 contre + 2,9 % en 2006).

En effet, dans l'ouest francilien, le Val-d'Oise perd plus de 1 000 emplois (- 0,3 %) tandis que les Yvelines n'en gagnent plus. D'autres voient leur rythme nettement ralentir comme le Val-de-Marne (+ 2,3 % contre + 4,8 % en 2006) et la Seine-et-Marne (+ 2,1 % contre + 3,6 % en 2006).

Paris, qui connaît une croissance modérée avec + 1,7 %,

pèse pour beaucoup dans ce ralentissement, du fait de son poids dans l'emploi régional (près de 40% des établissements franciliens).

La croissance de l'emploi s'explique plus par un très grand dynamisme de la Seine-Saint-Denis, qui a gagné 17 900 emplois (+ 4,8%) et des Hauts-de-Seine avec plus de 37 000 emplois nouveaux.

Globalement, ce sont près de 8 500 établissements supplémentaires qui ont été créés cette année. Tous les départements franciliens ont contribué à cette extension et à cette diversification des activités. C'est le cas, notamment, des départements de la grande couronne qui, s'ils n'ont pas toujours gagné beaucoup d'emplois ont créé de nombreux établissements nouveaux.

Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ile-de-France

66, rue de Mouzaïa - 75935 Paris Cedex 19 - Tél. 01 44 84 26 99

Directeur de la publication : Yves Calvez

Réalisation : Pôle études, prospective, évaluation et statistiques - dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr

Diffusion : Service communication et documentation

Tirage : 600 exemplaires - N° ISSN : 1767-9877

<http://www.europeidf.fr>